

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1925-1926

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

DOCUMENTS IMPRIMÉS PAR ORDRE DU SENAT

ACCORDS ET ARRANGEMENTS. — Voir *Guerre de 1914-1918, Traités et Conventions.*

AMENDES PÉNALES. — Voir *Impôts.*

ARMÉE. — Contingent pour 1926. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 54).

Proposition de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, présentée par M. Calonne (n° 26).

Projet de loi modifiant à nouveau l'article 18 de la loi du 18 mars 1838 portant organisation de l'École militaire. — Amendement du Gouvernement (n° 158). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 184).

Modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 218).

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir *Organisation judiciaire.*

ASSISTANCE PUBLIQUE. — Projet de loi fixant à 5 p. c. le taux des intérêts de retard dus en exécution de l'article 36 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique. — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 190).

ASSURANCES SOCIALES. — Modifications à la loi du 23 juin 1894 sur les sociétés mutualistes. — Rapport de la Commission, par M. Jauniaux (n° 93).

Modification de l'article 4, 1^o, de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. — Rapport de la Commission, par M. Jauniaux (n^o 104). — Amendement de M. Arm. Huysmans (n^o 106).

Voir aussi *Enquêtes*.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 30 décembre 1924 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers mineurs (n^o 209). — Rapport de la Commission, par M. Van Belle (n^o 215).

BANQUE NATIONALE. — Projet de loi prorogeant la durée de la Banque Nationale de Belgique et modifiant certaines dispositions des lois combinées des 5 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, relatives à cette institution, ainsi que des lois des 10 mai 1850, 20 mai 1872 et 26 mars 1900, réglant le service du caissier de l'Etat (n^o 73). — Rapport de la Commission, par M. le baron Houtart (n^o 76).

BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR. — Voir *Cultes*.

BOIS ET FORÊTS. — Prorogation des lois antérieures autorisant le Gouvernement à s'opposer à l'exploitation excessive de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers. — Rapport de la Commission, par M. Mousty (n^o 55).

Projet de loi relatif à la protection de certains bois et de certaines forêts appartenant à des particuliers, présenté par le Gouvernement (n^o 83). — Rapport de la Commission, par M. le baron Ruzette et amendements présentés par la Commission (n^o 109). — Amendement de M. le baron de Moffarts (n^o 111). — Amendements de M. Deswarte (n^o 123).

BOISSONS FERMENTÉES MOUSSEUSES. — Voir *Impôts*.

BREVETS D'INVENTION. — Voir *Propriété industrielle*.

BUDGETS. — Crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1926. — Rapports de la Commission, par M. le baron de Mévius (n^{os} 49 et 95). — Un troisième rapport a été lu en séance du 19 mai.

Règlement définitif du Budget de l'exercice 1912. — Rapport de la Commission, par M. le baron Delvaux de Fenffe (n^o 154).

Régularisations et crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1924 et antérieurs, à l'exercice 1925 et à l'exercice 1926 (n^o 187). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n^o 229).

Budget des Affaires économiques pour l'exercice 1926. — Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pelichy (n^o 107).

- Budget des Affaires étrangères pour l'exercice 1926 (n° 5, V). — Rapport de la Commission, par M. De Brouckere (n° 98).
- Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, VIII). — Rapport de la Commission, par M. Limage (n° 18).
- Budget des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, XVIII). — Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 57). — Amendements du Gouvernement (n° 59). — Texte amendé par la Chambre (n° 185). — Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 211).
- Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1926 (dépenses métropolitaines) (n° 5, XI). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 223).
- Budget de la Défense nationale pour l'exercice 1926 (n° 5, XII). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 174).
- Budget de la Dette publique pour l'exercice 1926 (n° 5, II). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 220).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1926 (n° 5, III). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 230).
- Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1926 (n° 5, XIII). — Rapport de la Commission, par M. le vicomte du Bus de Warnaffe (n° 200).
- Budget des Finances pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, XIV). — Amendements du Gouvernement (nos 56, 88, 160, 170, 183). — Rapport de la Commission, par M. Van Overbergh (n° 155).
- Budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, X). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 15). — Amendements du Gouvernement (n° 21).
- Budget de l'Intérieur et de l'Hygiène pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, VI). — Amendements du Gouvernement (nos 58, 82, 87). — Rapport de la Commission, par M. Vinck (n° 86).
- Budget de la Justice pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, IV). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 62). — Amendements du Gouvernement (nos 78, 81). — Amendement de MM. Rutten et consorts (n° 85).

Budget des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1926 (n° 5, XVI). — Rapport de la Commission, par M. Cools (n° 221).

Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1926 (n° 5, XVII). — Rapport de la Commission, par M. Beauduin (n° 235).

Budget des Recettes et Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1926. — Rapport de la Commission, par M. Cools (n° 228).

Budget des Sciences et Arts pour l'exercice 1926, déposé par le Gouvernement (n° 5, VII). — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 61). — Amendements du Gouvernement (nos 65, 67, 70). — Amendement de M^{me} Spaak et consorts (n° 84).

Budget des Travaux publics pour l'exercice 1926 (n° 5, IX). — Rapport de la Commission, par M. le baron Gillès de Pelichy (n° 193).

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1926 (n° 5, I). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 48).

CÉRUSE. — Voir *Traités et Conventions, Travail*.

CHEMINS DE FER. — Projet de loi créant la Société nationale des Chemins de fer belges (n° 208). — Rapport de la Commission, par M. François (n° 227).

CHÔMAGE DES TUBERCULEUX CURABLES. — Voir *Fonds national*.

CODE CIVIL. — Prorogation des lois coordonnées des 20 février 1923 et 27 décembre 1924 sur les loyers (n° 38). — Amendement de M. Huisman-Van den Nest (n° 40). — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n° 52).

Modification des dispositions du chapitre VI, titre V du livre I^{er}: « Des droits et des devoirs respectifs des époux ». — Rapport de la Commission, par M. Braun et amendements de la Commission (n° 101).

Projet de loi portant revision de la législation exceptionnelle en matière de baux à loyer, présenté par le Gouvernement (n° 110). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 140). — Amendements de M. Segers (n° 147). — Amendements de M. Arm. Huysmans (n° 150). — Amendements de M. Asou, de M. De Clercq, de M. Deswarte (n° 152). — Amendements de M. Lebon, de MM. Tschoffen et consorts, de MM. Digneffe et consorts (n° 156). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier et amendements (n° 163). — Amendements de M. Arm. Huysmans (n° 164). —

Amendements de M. Segers en remplacement d'amendements antérieurs (n° 169). — Amendements de M. Deswarte et du Gouvernement (n° 176). — Texte adopté au premier vote (n° 181). — Rapport de la Commission sur ce texte, par M. Vauthier et amendements (n° 188).

Interprétation de l'article 27 des lois coordonnées sur les loyers des 20 février 1923, 27 décembre 1924 et 31 décembre 1925. — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 139).

CODE DE COMMERCE. — Projet de loi tendant à prolonger l'existence légale des sociétés belges exploitant en Russie (n° 20). — Rapport de la Commission, par M. Paulsen (n° 28). — Amendement de M. Liebaert (n° 32).

Proposition de loi sur la prorogation de certains délais prévus par la loi du 10 juillet 1877 sur les protêts et par la loi du 18 avril 1851 (art. 443 du Code de commerce), présentée par M. Digneffe (n° 60). — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 64).

Projet de loi relatif aux sociétés civiles. — Rapport de la Commission, par M. Du Bost (n° 137).

Projet de loi complétant l'article 192 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales (titre IX). — Rapport de la Commission, par M. Du Bost (n° 192).

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE. — Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II, présenté par le Gouvernement. — Amendements de MM. Calonne et consorts (n° 14). — Rapport de la Commission, par M. Du Bost (n° 25). — Amendement de MM. Paulsen et consorts (n° 30). — Amendements du Gouvernement et de M. Deswarte (n° 63). — Rapport complémentaire par M. Du Bost et texte présenté par la Commission (n° 108). — Proposition et amendements de M. Lebon (n° 118). — Amendement de M. Lebon (n° 119).

Proposition de loi réglant l'emploi de la langue allemande dans la procédure à suivre à l'égard des prévenus militaires d'expression allemande, présentée par M. Paulsen (n° 71).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Projet de loi portant modification de l'article 603, présenté par le Gouvernement (n° 9). — Rapport de la Commission, par M. de Pierpont Surmont de Volsberghe (n° 37).

CODE ÉLECTORAL. — Proposition de loi relative à la revision des listes électorales, présentée par M. Paulsen (n° 69).

Projet de loi modifiant la date des élections communales (n° 162). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 177).

Projet de loi dispensant temporairement les collèges des bourgmestres et échevins de l'obligation de publier annuellement la liste complète des électeurs (n° 194). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 199).

CODE PÉNAL. — Projet de loi réprimant les outrages au Drapeau, à l'Hymne national et aux Armes du Royaume, présenté par le Gouvernement (n° 6).

Projet de loi modifiant l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 20 juin 1923 et l'article 384 du Code pénal (n° 117). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 138).

COMMERCE. — Voir *Marchandises*.

COMMUNES. — Modifications à la classification des communes (n° 161). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 175).

COMPÉTENCE. — Voir *Organisation judiciaire*.

CONGO. — Emprunt de 500,000,000 de francs pour compte de la Colonie (n° 27). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 51).

Projet de loi complétant l'article 30 de la loi coloniale, amendé par la Chambre (n° 124).

Crédits supplémentaires pour services ordinaires au Budget du Congo belge de l'exercice 1925, régularisations à charge de ce budget, de dépenses ordinaires appartenant à des exercices clos et crédits pour dépenses extraordinaires (n° 205). — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 224).

Approbation d'ordonnances du Gouverneur général réalisant des transferts et ouvrant des crédits supplémentaires au Budget du Congo belge des exercices 1924 et 1925. — Rapport de la Commission, par M. Leyniers (n° 225).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir *Organisation judiciaire*.

CONTRIBUTION FONCIÈRE. — Voir *Impôts*.

CONTRIBUTION PERSONNELLE. — Voir *Impôts*.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. — Voir *Traités et Conventions*.

CULTES. — Proposition de loi ayant pour objet d'autoriser la fabrique de l'église du Sacré-Cœur de Jésus, à Ganshoren (Koekelberg), à confier la construction d'une église basilique à l'Association sans but lucratif : « Les Amis de la Basilique nationale du Sacré-Cœur à Koekelberg », sur un terrain que la fabrique possède au plateau de Koekelberg, présentée par M. Braun (n° 31). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 66).

DETTE PUBLIQUE. — Institution d'un Fonds d'amortissement (n° 142). — Le rapport de la Commission a été lu par M. Theunis en séance du 5 juin.

DISTRIBUTIONS D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 10 mars 1925 relative aux distributions d'énergie électrique, présentée par M. Moyersoen (n° 114). — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 153). — Projet de loi amendé par la Chambre (n° 207). — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 213).

DOMAINE DE L'ÉTAT. — Projet de loi domaniale (n° 99). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 116). — Amendement de MM. Carnoy et consorts (n° 180). — Texte adopté au premier vote (n° 195).

DOUANES ET ACCISES. — Modification du tarif des douanes (n° 16). — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 23).

Modification de certains droits d'entrée, d'accise, du droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués et établissement d'un droit de statistique (n° 43). — Rapport de la Commission, par M. De Brouckere (n° 44).

Projet de loi relatif au tarif des douanes (Prolongation des pouvoirs). — Rapport de la Commission, par M. le baron Houtart (n° 53).

Projet de loi relatif au tarif des douanes (Tarifs spéciaux). — Rapport de la Commission, par M. le baron de Mévius (n° 115).

Projet de loi modifiant le tarif des douanes ainsi que certains droits d'accise, et établissant ou revisant des taxes de consommation (n° 143). — Le rapport de la Commission a été lu par M. Theunis en séance du 5 juin.

DROIT DE STATISTIQUE. — Voir *Douanes et accises*.

DROITS DE TIMBRE, D'ENREGISTREMENT, DE GREFFE, D'HYPOTHÈQUE, DE SUCCESSION. — Voir *Impôts*.

ÉLECTRICITÉ. — Voir *Distributions d'énergie électrique*.

ENQUÊTES. — Projet de loi autorisant le Gouvernement à opérer des enquêtes sur la situation industrielle du pays (n° 90). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen et amendements de la Commission (n° 103).

Proposition tendant à constituer une commission d'enquête chargée de se rendre compte de l'avis des employeurs et des employés au sujet du maintien, de la revision ou de l'abrogation de la loi du 10 mars 1925, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, présentée par M. Henricot (n° 112). — Rapport de la Commission, par M. Jauniaux (n° 182).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Projet de loi fixant : 1° le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; 2° les dates des vacances. — Amendement du Gouvernement au texte adopté par la Chambre (n° 36).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — Projet de loi accordant à l'Ecole des mines et de métallurgie du Hainaut, le droit de délivrer à ses élèves des diplômes légaux de candidat-ingénieur et d'ingénieur civil des mines, transmis par la Chambre. — Rapport de la Commission, par M. Matagne (n° 121).

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne le taux du droit d'inscription au rôle et du droit d'inscription aux cours, les articles 18 et 19 de la loi du 15 juillet 1849, organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. — Rapport de la Commission, par M. Deploige (n° 231).

EXPROPRIATION. — Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, amendé par la Chambre (n° 96). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 100).

FINANCES. — Projet de loi relatif à l'assainissement de la circulation fiduciaire et à la stabilisation monétaire (n° 74). — Rapport de la Commission, par M. Barnich (n° 77).

Mesures à prendre en vue de l'amélioration de la situation financière. — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 202).

FISCALITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE. — Voir *Impôts*.

FONDS NATIONAL. — Proposition de loi instituant un Fonds national de défense familiale contre les conséquences du chômage des tuberculeux curables, présentée par M. Arm. Huysmans (n° 13).

FUNÉRAILLES NATIONALES. — Funérailles de S. Em. le cardinal Mercier, archevêque de Malines, célébrées aux frais de l'Etat. — Le rapport de la Commission a été lu par M. le baron de Mévius en séance du 26 janvier.

GUERRE DE 1914-1918. — Approbation de l'Accord conclu à Washington le 18 août 1925, pour le remboursement des dettes de la Belgique envers les Etats-Unis d'Amérique. — Rapport de la Commission, par M. François (n° 72). — Proposition de résolution présentée par M. Magnette (n° 75).

Ratification des Accords conclus à Londres le 31 décembre 1925, concernant la consolidation des dettes de la Belgique et de la Colonie du Congo belge envers la Grande-Bretagne. — Rapport de la Commission, par M. Moyersoen (n° 94).

Rajustement des allocations annuelles des victimes civiles de la guerre et de leurs ayants droit ainsi que des pensions et allocations visées aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires (n° 157). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 201).

Dérogation à l'article 2 de la loi du 10 août 1921 organisant la liquidation de la Dotation des Combattants (n° 197). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 217).

Modification de la loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des pensions de la guerre (n° 204). — Rapport de la Commission, par M. Pierlot (n° 216).

IMPÔTS. — Modification de l'article 4 de la loi du 17 mars 1925 sur la fiscalité provinciale et communale (n° 17). — Rapport de la Commission, par M. Ligy (n° 22).

Modification aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession, ainsi qu'au régime des péages des voies navigables administrées par l'Etat (n° 39). — Rapport de la Commission, par M. Seeliger (n° 47).

Projet de loi modifiant la législation en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées (n° 41). — Rapport de la Commission, par M. François (n° 46).

Projet de loi établissant une taxe spéciale de consommation sur les boissons fermentées mousseuses et sur les eaux minérales (n° 42). — Rapport de la Commission, par M. le comte de Brouhoven de Bergeyck (n° 45).

Proposition de loi exonérant les sociétés belges constituées pour l'exploitation d'entreprises industrielles ou commerciales sur le territoire de l'ancien Empire russe de l'obligation d'acquitter la taxe annuelle prévue par la loi du 2 janvier 1926, présentée par M. Digneffe (n° 97). — Rapport de la Commission, par M. Huisman-Van den Nest (n° 198).

Modification aux lois sur le droit de timbre et les taxes assimilées au timbre et majoration des amendes pénales (n° 144). — Le Rapport de la Commission a été lu par M. Theunis en séance du 5 juin.

Modification des lois sur la contribution foncière, la taxe sur les jeux et paris, la taxe sur les spectacles ou divertissements publics, la taxe sur les automobiles et la contribution personnelle (n° 145). — Le Rapport de la Commission a été lu par M. Theunis en séance du 5 juin.

Modification à la loi fiscale du 2 janvier 1926 (coffres-forts en banque, opérations de bourse à terme, certificats médicaux). — Rapport de la Commission, par M. Theunis (n°171).

INDUSTRIE. — Voir *Enquêtes*.

INTÉRÊT LÉGAL. — Fixation du taux de l'intérêt légal à 5 1/2 p. c. en matière civile et à 6 1/2 p. c. en matière de commerce. — Rapport de la Commission, par M. De Clercq (n° 35).

LOYERS. — Voir *Code civil*.

MARCHANDISES ET VALEURS. — Prorogation de la loi du 25 janvier 1923 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et valeurs. — Rapport de la Commission, par M. Van Belle (n° 24).

Prorogation et modification de la loi du 7 août 1921, autorisant le Gouvernement à garantir, jusqu'à concurrence de 250,000,000 de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger. — Rapport de la Commission, par M. Moyersoën (n° 219).

MARINE. — Projet de loi instituant un conseil d'enquête maritime (n° 122). — Rapport de la Commission, par M. Dens (n° 159).

Projet de loi portant réglementation du contrat d'engagement maritime, déposé par le Gouvernement (n° 236).

Projet de loi portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime (loi du 21 juin 1849), déposé par le Gouvernement (n° 237).

MARQUES DE FABRIQUE. — Voir *Propriété industrielle*.

MILICE. — Voir *Armée*.

NATIONALITÉ. — Projet de loi concernant l'acquisition, le recouvrement et la perte de la nationalité (n° 186). — Rapport de la Commission, par M. Vauthier (n° 210).

NATURALISATION (GRANDE). — Projets de loi accordant la grande naturalisation avec dispense du droit d'enregistrement (n^o 125). — Rapports de la Commission (n^{os} 166, 234).

Projets de loi (n^{os} 126, 127, 128, 129, 130). — Rapports de la Commission (n^{os} 167, 234).

NATURALISATION ORDINAIRE. — Projets de loi (n^{os} 131, 132, 133, 134, 135). — Rapports de la Commission (n^{os} 165, 168, 234).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Projet de loi portant réduction du personnel des cours et tribunaux, présenté par le Gouvernement (n^o 8).

Projet de loi revisant les dispositions de la loi du 15 mai 1910 organique des conseils de prud'hommes, amendé par la Chambre (n^o 50). — Rapport de la Commission, par M. Rutten et amendements de la Commission (n^o 102).

Projet de loi relatif aux vacances judiciaires (n^o 91). — Rapport de la Commission, par M. Braun (n^o 92).

Projet de loi de surséance à certaines nominations judiciaires, présenté par le Gouvernement (n^o 120). — Rapport de la Commission, par M. Braun (n^o 141).

Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Verviers. — Rapport de la Commission, par M. Pirard (n^o 136).

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite, amendé par la Chambre (n^o 148).

Prorogation des lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure. — Rapport de la Commission, par M. Deswarte (n^o 189).

Projet de loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, présenté par le Gouvernement (n^o 238).

OUTRAGES AU DRAPEAU. — Voir *Code pénal*.

PÉAGES DES VOIES NAVIGABLES. — Voir *Impôts*.

PÊCHE MARITIME. — Voir *Marine*.

PENSIONS. — Projet de loi maintenant l'octroi d'une indemnité de vie chère aux titulaires de pensions. — Rapport de la Commission, par M. le comte de Limburg Stirum (n^o 33).

Péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc. — Projet de loi (n^o 173). — Rapport de la Commission, par M. Moyersoën (n^o 196).

Voir *Assurances sociales*.

PENSIONS MILITAIRES. — Voir *Guerre de 1914-1918*.

PÉTITIONS examinées par la Commission. — Feuilleton au 3 février 1926 (n° 68).

POSTES. — Projet de loi modifiant et complétant la loi postale du 30 mai 1879.
— Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 105).

PROCÉDURE. — Voir *Organisation judiciaire*.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Projet de loi portant modification des lois relatives aux brevets d'invention, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels et à la propriété industrielle en général (n° 19). — Rapport de la Commission, par M. Cools (n° 34).

PROTECTION DES ANIMAUX. — Proposition de loi de M. Seeliger (n° 113).
— Rapport de la Commission sur cette proposition et celle de M. Asou (n° 6, 1925 extr.), par M. Deswarte, et texte proposé (n° 191).

PROTÊTS. — Voir *Code de commerce*.

SOCIÉTÉS MUTUALISTES. — Voir *Assurances sociales*.

SOCIÉTÉS BELGES EXPLOITANT EN RUSSIE. — Voir *Code de commerce*,
Impôts.

TABACS. — Voir *Douanes et accises*.

TAXES. — Voir *Douanes et accises*, *Impôts*.

TÉLÉGRAPHES. — Prorogation jusqu'au 31 décembre 1931 des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1851 concernant les tarifs et règlements des correspondances télégraphiques. — Rapport de la Commission, par M. Fraiture (n° 212).

TERRITOIRE. — Modification des limites séparatives des communes de Chastre-Villeroux-Blanmont et de Cortil-Noirmont (Brabant). — Rapport de la Commission, par M. Carpentier (n° 172).

TRAITÉS ET CONVENTIONS. — Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, signée à Buenos-Ayres le 24 décembre 1924, entre la Belgique et la République Argentine.
— Rapport de la Commission, par M. Houtart (n° 29).

Approbation des Accords de Locarno. — Rapport de la Commission, par M. le baron Descamps (n° 79).

Adhésion de la Belgique à la compétence obligatoire de la Cour permanente de justice internationale. — Rapport de la Commission, par M. Lafontaine (n° 80).

Arrangement de l'Union postale universelle, signé à Stockholm, le 28 août 1924, concernant les colis postaux et règlement d'exécution. — Rapport de la Commission, par M. le duc d'Ursel (n° 89).

Conventions élaborées par la Conférence internationale du travail et concernant respectivement l'emploi de la céruse dans la peinture, les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles, l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs et l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux. — Rapport de la Commission, par M. François (n° 146).

Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C. I. M.) et Convention internationale relative au transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C. I. V.) signées à Berne, le 23 octobre 1924. — Rapport de la Commission, par M. Digneffe (n° 149).

Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels, élaborée à Genève par la Conférence internationale du travail et signée à Paris, le 28 janvier 1924, par la Belgique et par la France. — Rapport de la Commission, par M. Carnoy (n° 151).

Traité de commerce et de navigation entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie. — Rapport de la Commission par M. Polet (n° 178).

Arrangement relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles le 1^{er} décembre 1924. — Rapport de la Commission par M. François (n° 179).

Convention de Washington tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels. — Rapport de la Commission par M. Lafontaine (n° 203). — Amendement de MM. Segers et consorts (n° 226).

Traité de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Tchéco-Slovaquie. — Rapport de la Commission par M. Volckaert (n° 222).

Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques. — Rapport de la Commission, par M. Lafontaine (n° 232).

Traité portant revision du Traité signé à Londres le 19 avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas. — Rapport de la Commission, par M. le baron Descamps (n° 233).

TRAVAIL. — Emploi de la céruse et autres pigments blancs de plomb. — Rapport de la Commission, par M. Rutten, et amendement de la Commission (n° 7).

Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'ateliers, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 10).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires des ouvriers, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 11).

Proposition de loi portant modification à la loi du 2 juillet 1899 concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, présentée par M. Van Roosbroeck (n° 12).

Modification des lois du 24 décembre 1903 et du 27 août 1919 et abrogation de la loi du 7 août 1921 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Projet de loi (n° 206). — Rapport de la Commission, par M. le chevalier de Ghellinck d'Elseghem (n° 214).

VIE CHÈRE. — Voir *Pensions*.

VINS. — Voir *Douanes et accises*.